

## L'AGRICULTURE

### LE PRIX DES ENGRAIS DANS L'OUEST DU CANADA

**L'hon. Don Mazankowski (Végréville):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Le ministre sait-il que les engrais se vendent 30 à \$50 plus cher la tonne dans l'ouest du Canada que dans l'ouest des États-Unis? Pour l'agriculteur canadien qui ensemence un quart de section, cela représente un supplément de \$4,000 environ. S'il est au courant, peut-il me dire ce qu'il envisage pour remédier à ce qui semble être une situation grandement injuste?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, je suis au courant de la chose. C'est la loi de l'économie de marché. Il n'y a pas de droits de douane sur l'engrais traversant la frontière canado-américaine. Il entre en franchise. Les agriculteurs peuvent aller acheter leur engrais là-bas. Je sais que cela serait malcommode, mais le député ne me demande sûrement pas de faire intervenir de nouveaux règlements pour contrôler la vente des engrais.

On dit qu'il s'agit d'excédents d'engrais dirigés sur les marchés mondiaux. Environ 50 p. 100 des engrais sont écoulés sur les marchés étrangers. On en produit 50 p. 100 de plus qu'il n'en faut pour la consommation intérieure, et on l'exporte. Il y a trois nouvelles usines qui vont entrer en service au cours des 11 prochains mois. Elles vont rendre ces chiffres infinitésimaux en comparaison. Il s'agit d'usines d'engrais azotés qui vont produire principalement pour l'exportation.

### ON DEMANDE AU MINISTRE DE RENCONTRER LES REPRÉSENTANTS DES SOCIÉTÉS MANUFACTURIÈRES

**L'hon. Don Mazankowski (Végréville):** Madame le Président, étant donné que cet engrais est produit au Canada, le ministre peut-il nous donner l'assurance qu'il veut bien rencontrer les sociétés d'engrais, ou du moins les amener à mettre un peu de justice et d'équité dans leurs pratiques commerciales, étant donné surtout que les coûts des agriculteurs augmentent de façon phénoménale, principalement les combustibles et les engrais, à cause surtout des taxes fédérales. Le ministre veut-il songer à rencontrer les sociétés d'engrais, à faire intervenir sur eux ses moyens de persuasion amicale?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Madame le Président, nous avons un groupe qui rencontre les fabricants d'engrais du Canada. Certains de mes fonctionnaires leur en ont parlé officieusement. J'ai pris la parole devant ce groupe il y a environ trois semaines dans cette ville. Je leur ai également signalé, au cours d'une conversation privée, que cela nous préoccupe beaucoup. C'est la loi de l'économie de marché. Cela nous préoccupe beaucoup. Je répète qu'il n'y a pas de taxe sur l'engrais à la sortie ou à l'entrée du Canada. Le marché est libre. Le produit peut franchir la frontière dans les deux sens. C'est malcommode. Je reconnais avec le député qu'il est injuste que les utilisateurs canadiens d'engrais soient soumis à cela.

\* \* \*

## LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT

### LA CAPACITÉ DU CANAL DE WELLAND DE RÉPONDRE AUX BESOINS DE LA NAVIGATION

**M. Girve Fretz (Érié):** Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le réseau de la Voie maritime du Saint-Laurent pourrait éventuellement éprouver

## Questions orales

de graves difficultés si l'on ne règle pas très rapidement les problèmes causés par le goulet d'étranglement que constitue le canal de Welland. Les projections de la demande pour la fin de cette décennie révèlent que jusqu'à 65 millions de tonnes de marchandises pourraient être acheminées par la Voie maritime. Pourtant, le canal est déjà utilisé presque à pleine capacité. Le ministre a-t-il l'intention de faire élargir le canal de Welland pour profiter de la demande accrue?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, l'hypothèse sur laquelle le député fonde sa question est fautive. Il s'agit d'une évaluation que le gouvernement de l'Ontario a faite et selon laquelle les Grands lacs seraient utilisés à pleine capacité d'ici à cinq ans. Cette étude contredit des études effectuées par mon ministère et par l'Administration de la Voie maritime et d'après lesquelles ce n'est pas avant une décennie que nous atteindrons ce stage. Une étude menée récemment par les autorités canadiennes de la Voie maritime, de concert avec l'organisme américain correspondant, révèle qu'il est plus juste de prévoir que cette situation n'aura lieu que dans 18 ou 19 ans. Voilà pourquoi la Voie maritime suffit amplement aux besoins à l'heure actuelle.

Nous avons pris des mesures administratives et techniques à court terme pour accroître la capacité du canal. Nous planifions également les travaux qui nous permettront de doubler plus tard le canal de Welland ou encore de prolonger la saison de navigation. J'estime donc que notre collègue n'a pas lieu de trop s'inquiéter. Nous avons les choses bien en main.

### LES AMÉLIORATIONS AU CANAL

**M. Girve Fretz (Érié):** Madame le Président, la réponse du ministre au sujet du rapport du groupe de travail du gouvernement de l'Ontario est exacte. Toutefois, dans son rapport, le ministre indique que la modernisation du canal, du moins certains travaux de réparation des parois du canal et l'élargissement de certaines zones de navigation, devrait être entreprise immédiatement. Que répond donc le ministre à cette question?

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, je pourrais communiquer à mon collègue un rapport sur les changements d'ordre administratif et technique apportés en ce moment au canal de Welland. Je lui communiquerai ce rapport pour l'assurer de l'exactitude de mes propos. Il y aura certaines annonces de faites à ce sujet dans les mois à venir. Un colloque sur la Voie maritime aura lieu à Québec au début de juin. Il rassemblera beaucoup de bons orateurs qui nous présenteront des rapports sur l'état de la navigation sur la Voie maritime et sur le Saint-Laurent.

\* \* \*

## L'ENVIRONNEMENT

**M. Jim Fulton (Skeena):** Madame le Président, ma question s'adresse au premier ministre. D'après ce qu'il a dit au début de la période des questions, il veut calquer la politique économique du Canada sur celle des États-Unis.